



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination,
du pilotage, de l'appui territorial
et de l'environnement**

Arrêté n°2026-DCPATE-133

**modifiant l'arrêté préfectoral n°13-DRCTAJ/1-843 du 12 décembre 2013 autorisant la
société CARRIERE PALVADEAU à exploiter une carrière sur la commune du LANGON
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R122-2 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 encadrant les carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « , y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°13-DRCTAJ/1-843 du 12 décembre 2013 autorisant la prolongation et l'extension de la carrière de la Voie Torse et des Filasses sur la commune du Langon, l'extraction sur la fosse des Filasses pour 30 ans incluant la remise en état, l'extraction de la fosse de la Voie Torse pour 5 ans et 1 année supplémentaire pour la remise en état ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°15-DRCTAJ/1-179 du 2 mars 2015 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière la Voie Torse et des Filasses ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°21-DRCTAJ/1-670 du 8 décembre 2021 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière la Voie Torse et des Filasses et notamment la durée d'autorisation pour la fosse de la Voie-Torse jusqu'en décembre 2023 complétée par 2 ans de remise en état soit jusqu'au 31/12/2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2026-DCPATE-68 du 24 février 2026 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement pour l'implantation d'un forage avec pompage jusqu'à 70 m de profondeur pour la SASU Carrière Palvadeau sur la commune du Langon ;

Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société CARRIERE PALVADEAU le 5 septembre 2025 complétée au 28 novembre 2025 concernant le déplacement du forage utilisé pour l'exploitation de la carrière de la Voie Torse vers la fosse des Filasses, le maintien de l'ancien forage sur la fosse de la Voie Torse et le dossier joint ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 5 mars 2026 ;

Vu le courrier préfectoral adressé le 24 mars 2026 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Vu l'absence de remarque de la part de l'exploitant pendant la période contradictoire susmentionnée ;

Considérant que le projet, qui consiste au déplacement du forage situé au sein de la fosse de la Voie Torse vers celle des Filasses pour les besoins en eaux de la carrière :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2
- a été dispensé d'étude d'impact par l'arrêté susvisé du 24 février 2026 suite à cas par cas au titre de l'item 27 (« forage pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres ») de l'article R.122-2 ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2013, modifié au 8 décembre 2021, prévoit le déplacement total de l'activité d'extraction ainsi que des installations de traitement de la Voie Torse vers la fosse des Filasses de l'autre côté de la voie communale n°4 ;

Considérant que l'établissement est en zone de répartition des eaux définies par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne ;

Considérant qu'aucun nouveau prélèvement ne peut être autorisé au sein d'une zone de répartition des eaux ;

Considérant que cette mise en place du nouveau forage au sein de la fosse des Filasses parcelle ZY45 n'implique pas la réalisation d'un nouveau prélèvement au sein d'une zone de répartition des eaux du fait de l'arrêt du prélèvement sur le forage antérieur présent dans la fosse de la Voie Torse parcelle ZY48 ;

Considérant que l'exploitant ne peut être autorisé à prélever de l'eau qu'à hauteur des 1 131 m³ indiqués dans le dossier de demande d'autorisation ayant donné lieu à l'arrêté d'autorisation du 12 décembre 2013 ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas nécessaire ;

ARRÊTE

Article 1. Conformité au dossier de modifications

La société CARRIERE PALVADEAU, dont le siège social est situé à les Carrières de France, 85370 LE LANGON, autorisée à exploiter la carrière de la Voie Torse et des Filasses aux lieux-dits du même nom sur le territoire de la commune du LANGON, est tenue de respecter, dans le cadre des

modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

Les modifications apportées aux installations exploitées sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de modifications susvisé sauf en ce que ces plans et données auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté.

Article 2. Modification des actes antérieurs

L'arrêté préfectoral n°13-DRCTAJ-1-843 du 12 décembre 2013 dans sa version consolidée, modifiée par les arrêtés complémentaires susvisés des 2 mars 2015 et 8 décembre 2021 est ainsi modifié :

Acte modifié	Article de l'acte modifié (dans l'ordre des articles)	Thématique	Nature de la modification de la prescription	Article du présent arrêté modifiant la prescription antérieure
Arrêté préfectoral du 12 décembre 2013 dans sa version consolidée	Article 1.6	Classement IOTA	Remplace	3.1
	Article 5.2.2	Prélèvement et consommation d'eau	Remplace	3.2

Article 3. Prescriptions modifiées

Article 3.1. Mise à jour du classement au titre de la loi sur l'eau

L'article 1.6 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2013 dans sa version consolidée est ainsi remplacé :

« L'exploitation de la carrière est classée pour les rubriques suivantes relatives à la loi sur l'eau :

Rubrique	Intitulé	Grandeur caractéristique	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	- 1 forage en parcelle ZY45 (utilisé pour le prélèvement)	D
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h (A) 2° Dans les autres cas (D)	5,4 m ³ /h	D

2.1.5.0-1	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	Surface maximum totale de la carrière : 30,1 ha (surface sur la Voie Torse : 5 ha 11 a 98 ca surface sur Les Filasses : 24 ha 97 a 36 ca	D
-----------	---	--	---

* A : Autorisation, D : Déclaration. »

Article 3.2. Prélèvements et consommation d'eau

L'article 5.2.2 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2013 dans sa version consolidée est ainsi remplacé :

« Un nouveau forage est mis en place en parcelle ZY45 sur la fosse des Filasses au sein de la masse d'eau « Calcaires du Dogger dans le bassin de la Sèvre Niortaise (Bassin Loire-Bretagne), nord du Bassin aquitain » (358AD01). Cet ouvrage fait l'objet des démarches administratives rendues nécessaire par le code minier auprès de la Banque du Sous-Sol.

Le volume d'eau prélevé annuellement dans ce forage est limitée à 1 131 m³/an. L'eau prélevée est autorisée pour les usages sanitaires et l'arrosage des pistes. Le forage est muni d'un dispositif de mesure totalisateur du volume d'eau prélevé et d'un clapet anti-retour. Le volume d'eau prélevé est relevé sur un registre tous les deux mois.

Le forage de la fosse de la Voie Torse (parcelle ZY48) est rebouché conformément aux prescriptions du présent article.

Le forage est correctement entretenu. En cas de rebouchage, cela est mené dans les règles de l'art. Les documents indiquant le rebouchage sont tenus sur site à disposition de l'inspection.

Le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.

Il n'y a pas de prélèvement dans les eaux de surface pour les besoins de l'exploitation.

En période de sécheresse, identifiée par les services de l'État compétents, l'exploitant limite la consommation d'eau de son forage uniquement aux usages sanitaires et aux dispositifs d'abattage de poussières.

Le suivi piézométrique est mis en place dans les conditions prévues à l'article 5.2.5. sur le forage en activité. »

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 4.4. Pour application

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **- 8 AVR. 2026**

Le préfet,
Pour le Préfet,
le secrétaire général adjoint de la Préfecture
de la Vendée

Éric LAFFARGUE

